



Allocution

de

Son Excellence le général Michel Aoun

Président de la République libanaise

A l'occasion de la

soixante-seizième session

de l'Assemblée générale des Nations Unies

New York, le 24 septembre 2021

Vérifier à l'audition

***Permanent Mission of Lebanon to the United Nations
866 United Nations Plaza, Suite 531, New York, NY 10017***

Son Excellence M. Abdulla Shahid, Président de l'Assemblée générale,
Son Excellence M. António Guterres, Secrétaire-général des Nations Unies,
Excellences, Mesdames et Messieurs les Chefs d'État et de gouvernement,

Mesdames et Messieurs,

D'abord, je voudrais vous féliciter, M. Le président, pour votre élection à la tête de cette soixante-seizième session de l'Assemblée générale des Nations Unies et je vous souhaite de réussir dans cette mission, surtout dans cette période où le monde cherche à se remettre des conséquences de la pandémie du COVID 19. J'aurais aimé pouvoir le faire de vive voix et non à distance, comme nous y sommes contraints depuis deux ans.

Je voudrais aussi remercier M. Volkan Bozkir, pour sa bonne gestion des affaires de l'Assemblée générale des Nations Unies au cours de l'année écoulée, tout comme je voudrais aussi féliciter le secrétaire général M. Antonio Guterres qui a été réélu pour un second mandat à la tête de cette organisation internationale. Je le remercie pour les efforts qu'il a déployés en faveur du Liban et pour sa contribution à la tenue de trois conférences de soutien au peuple libanais après la tragédie du port de Beyrouth.

Je remercie aussi les chefs d'Etats qui ont participé à ces conférences, ainsi que les institutions gouvernementales et les organisations non gouvernementales, et tous ceux qui ont contribué à cet appui au Liban. Je tiens à remercier en particulier la France dont le président s'est empressé de se rendre en personne sur place pour aider le Liban terrassé par cette catastrophe. Je remercie aussi les Etats amis et frères qui contribuent à aider nos forces armées, lesquelles luttent contre le terrorisme et coopèrent avec les forces internationales de paix pour préserver le calme et la stabilité à nos frontières sud en appliquant la résolution 1701.

Mesdames et Messieurs,

Il y a 20 ans, à quelques miles du lieu où se tient cette réunion, la plus grande attaque terroriste du monde a eu lieu, au cœur de New York. Elle a laissé derrière elle des milliers de victimes et de blessés, ainsi que des traces profondes dans la conscience mondiale. Elle a eu aussi d'énormes conséquences sur le plan mondial, déclenchant une guerre contre le terrorisme qui a réussi à certains moments et échoué à d'autres.

En tout état de cause, plusieurs peuples, surtout dans notre région, ont payé un lourd tribut pour cette guerre, en morts, en destructions et en exodes. Aujourd'hui, cette région cherche à panser ses blessures et à se relever, comme l'a fait New York, car la volonté de vivre reste plus forte que le terrorisme. Ce qui rejoint sans nul doute le titre donné à cette session : « Tenir bon à travers l'espoir ».

Mesdames et Messieurs,

Maintenant que le gouvernement libanais a été formé, conformément au mécanisme prévu dans la Constitution, après une longue crise politique qui a duré plus d'un an, le Liban est entré dans une nouvelle phase. Nous essayons de faire en sorte qu'elle soit un pas en avant, sur le chemin du redressement. Certes, de grands défis internes et internationaux attendent ce gouvernement pour qu'il puisse obtenir la confiance du peuple et celle de la communauté internationale, après le Parlement libanais.

Le Liban a traversé au cours des deux dernières années, une période particulièrement difficile, où des crises successives ont éclaté, certaines héritées du passé et d'autres arrivées dans l'urgence. Ces crises ont touché tous les secteurs. Les politiques financières et économiques suivies depuis des décennies et basées sur le système rentier, auxquelles se sont greffés le gaspillage et la corruption aggravés par une mauvaise gestion administrative et l'absence de la demande de comptes, ont fait basculer le Liban dans une crise monétaire et financière sans précédent. Cette crise a eu pour résultat l'affaiblissement de l'économie, une crise quotidienne terrible, l'augmentation du chômage, l'émigration et la pauvreté.

Le gouvernement s'est engagé à réaliser les réformes financières et économiques urgentes et requises. Il veut aussi lutter contre la corruption et mettre au point un plan de redressement financier dans le cadre de la poursuite des négociations avec le Fonds Monétaire International. Cela devrait s'accompagner d'un plan visant à généraliser le filet de sécurité sociale, suivi d'un autre pour réformer le secteur bancaire et procéder à sa restructuration là où il le faut, tout en complétant l'exécution du plan pour le secteur électrique.

Ce processus a commencé avec l'arrivée de l'audit juricomptable auprès des comptes de la Banque centrale au stade de l'exécution, après l'accomplissement de toutes les mesures nécessaires pour cela. Cet audit devrait s'étendre à tous les comptes publics. Je me suis engagé auprès du peuple libanais et devant la communauté internationale à réaliser cet audit selon les principes de transparence et de demande de comptes.

Nous comptons sur la communauté internationale pour financer des projets vitaux dans les secteurs public et privé, afin de relancer la vie économique dans le pays et de créer des emplois. Nous comptons aussi sur elle pour nous aider à restituer les fonds transférés à l'étranger, qui se sont constitués à travers des crimes de corruption.

Mesdames et Messieurs,

Les guerres dans la région et autour de nous ont contribué à aggraver la crise que nous traversons. Surtout la guerre en Syrie qui a pesé sur notre situation, que ce soit en raison du blocus qui a privé le Liban de sa profondeur vitale, ou en raison de l'extension du terrorisme sur son territoire ou en encore, raison de l'arrivée massive des déplacés syriens au Liban dont le nombre jusqu'à présent a dépassé 1,5 million de personnes.

J'ai élevé la voix à ce sujet, sur toutes les tribunes, et en particulier celle de l'ONU, exposant les résultats catastrophiques pour le Liban de la présence des déplacés syriens, sur les plan économique, social, sanitaire et sécuritaire. J'ai demandé à la communauté internationale de nous aider à assurer le retour sûr des déplacés syriens chez eux. Malheureusement, nul ne m'a entendu et les aides ont continué à être données à ces déplacés au Liban, au lieu de leur être distribuées chez eux dans leur patrie. Ce qui est de nature à les encourager à rester là où ils sont.

Aujourd'hui, alors que le Liban essaie de tenir bon pour vivre et continuer d'exister, je réitère mon appel : oui la communauté internationale doit aider le Liban pour qu'il puisse supporter les poids terribles résultant de la crise des déplacés. Mais en premier lieu, elle doit œuvrer pour leur retour sûr chez eux. Le Liban, qui a mis au point un plan complet pour ce retour, réaffirme son refus catégorique de toute forme d'intégration des déplacés, tout comme il réaffirme son refus total de toute forme d'implantation des réfugiés palestiniens, en se basant sur la nécessité de trouver une solution à la cause palestinienne, selon les résolutions internationales qui l'évoquent et qui reconnaissent notamment le droit au retour.

En même temps, les menaces israéliennes se poursuivent contre le Liban et constituent le principal souci de l'Etat libanais. La dernière manifestation de ces menaces est liée aux tentatives israéliennes de prospector le gaz et le pétrole dans la région controversée le long des frontières maritimes.

Le Liban condamne et dénonce toute tentative de porter atteinte à la zone économique qui lui revient et qui consacre son droit sur les ressources pétrolières et gazières en profondeur. D'autant que l'octroi des permis de prospection avait commencé il y a quelques mois, avant de s'arrêter suite à des pressions dont l'origine n'est un secret pour personne.

Le Liban réclame la reprise des négociations indirectes pour le tracé des frontières maritimes au Sud, selon les lois internationales et il affirme qu'il ne fera aucune concession sur ce sujet, ni aucun compromis. Le rôle de la communauté internationale est de se tenir à ses côtés à ce sujet.

Mesdames et Messieurs,

La pandémie du COVID 19 a frappé le monde entier et ses résultats sont catastrophiques sur la santé, l'économie, l'éducation et d'autres secteurs. Mais au Liban, les conséquences de cette pandémie sont encore plus graves, car celle-ci a ajouté de nouvelles crises à celles déjà existantes et cela continue.

En dépit de l'attitude professionnelle et de la politique préventive des autorités et des services de santé vis-à-vis de cette situation d'urgence, qui a permis de maintenir les chiffres des atteintes dans des limites acceptables, les conséquences de cette pandémie sur l'économie, déjà mal en point, du pays ont été très lourdes. Même chose pour le secteur de la santé d'autant que la pénurie de médicaments, d'équipements médicaux et de carburants augmente, sans parler de l'hémorragie humaine dans le secteur médical et celui de soins infirmiers résultant de la vague d'émigration provoquée par la crise économique.

Sur le plan de la vaccination, le Liban peut se vanter d'être un des Etats précurseurs dans ce domaine. Le pourcentage des personnes vaccinées a atteint jusqu'à aujourd'hui 30% de la population et nous comptons dépasser les 40% d'ici la fin de l'année.

Au milieu de toutes ces crises, la tragédie du port de Beyrouth a eu lieu et elle a encore augmenté les souffrances des Liban. Plus d'un an après cette catastrophe, notre capitale est toujours une ville sinistrée et silencieuse, ployant sous le drame. Nous voulons que le cœur de notre patrie recommence à battre et nous voulons aussi que le port de Beyrouth redevienne un pôle d'attraction.

Nous remercions tous ceux qui nous ont envoyé des aides humanitaires. Mais nous avons encore besoin aujourd'hui des éléments nécessaires pour la reconstruction et le développement. Nous accueillons positivement tout effort international pour réhabiliter et développer le port jusqu'à sa remise totale en fonctionnement, selon les lois en vigueur.

La solidarité internationale avec notre capitale et avec notre peuple est la bienvenue et elle a contribué à panser les blessures. Mais l'aide que demande encore Beyrouth concerne tout ce dont l'enquête a besoin pour connaître la vérité sur cette explosion et faire régner la justice. La douleur des familles des victimes et les souffrances des blessés ne s'apaiseront que lorsque justice sera faite.

La justice libanaise est en train d'enquêter sur les causes et les circonstances de l'explosion et sur les responsabilités administratives. Il y a beaucoup d'inculpés et de personnes arrêtées. Mais l'enquête, qui est encore secrète, doit aussi dévoiler l'origine des matières explosives et la raison pour laquelle elles sont arrivées dans notre port.

L'enquête doit aussi permettre d'identifier la partie qui se tient derrière les matières explosives et il faut savoir si les satellites ont pu capter le moment de l'explosion. C'est pourquoi nous réitérons notre demande aux Etats qui détiennent des informations ou des éléments qui peuvent aider à faire avancer l'enquête à les remettre à la justice, le cas échéant...

Mesdames et Messieurs,

Les crises qui se sont succédé depuis deux ans au Liban et dans le monde, ont retardé l'accomplissement des mesures concernant la création de « l'Académie de l'Homme pour la rencontre et le dialogue » que j'avais lancée à la tribune des Nations Unies en 2017 et qui avait obtenu l'aval de l'Assemblée générale de cette organisation en 2019, dans le cadre de la résolution 344/73.

Aujourd'hui, les développements et la radicalisation des conflits dans le monde et dans notre région, montrent l'importance de cette initiative et de ce que l'on peut en attendre sur le plan des contacts entre les hommes et sur celui de la civilisation. J'ai le plaisir d'annoncer aujourd'hui, qu'un lopin de terre, près de Beyrouth, a été offert pour y édifier cette académie. Les études et les plans ont commencé à être élaborés pour pouvoir commencer la construction. J'invite tous les Etats amis et frères à se joindre à ceux qui ont déjà exprimé leur désir de signer la Convention pour la création de cette académie.

Mesdames et Messieurs,

« Tenir bon à travers l'espoir », le slogan que vous avez choisi pour cette session, n'est pas pour le peuple libanais des mots vides de sens. Au contraire, il constitue un mode de vie au quotidien. Tenir bon, c'est le parcours de nos vies et il n'est pas un seul jour dans lequel notre espoir a vacillé. En dépit de toutes les difficultés, de toutes les crises et de tous les drames qui nous encerclent, notre peuple continue de lutter pour des lendemains meilleurs.

Le Liban qui tente avec obstination de creuser le chemin vers le redressement compte sur la solidarité internationale pour pouvoir atteindre son objectif.